

ciaux. Déjà au début de l'été, le DFAE a convoqué un représentant de l'ambassade d'Iran pour lui faire part – en se référant au communiqué de presse du juge d'instruction vaudois sur les résultats de l'enquête – de la vive préoccupation de la Suisse. Le 22 juin 1990, le DFAE s'est adressé à l'opinion publique à ce sujet.

3. L'autorisation de poursuivre a dû être octroyée du moment que l'allégation de *La Suisse* accusant le président iranien et deux de ses représentants diplomatiques en Suisse d'être les auteurs médiats d'un crime grave réunissait les éléments objectifs du délit visé par l'article 296 CP. Il appartiendra au juge cantonal de décider si les journalistes ont commis une infraction pénale dont ils doivent répondre.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt.

90.985

Interpellation Houmard

Aktion «Rote Nase»

Opération «Nez rouge»

Wortlaut der Interpellation vom 14. Dezember 1990

Nach einer Pressemitteilung soll sich jeder Autofahrer aus dem Jura, der dies verlange, vom 17. bis 31. Dezember zwischen 22 Uhr und 3 Uhr morgens mit einem Pannwagen nach Hause fahren lassen können.

Diese Aktion «Rote Nase» ist an und für sich lobenswert, da sie den Zweck verfolgt, die Zahl der Verkehrsunfälle wegen übermässigem Alkoholenuss zu vermindern. Möglicherweise wird dadurch aber auch der Alkoholkonsum noch gefördert; das ist eine andere Frage. Der Presse ist zu entnehmen, dass diese Aktion unter anderem vom Fonds für Verkehrssicherheit und vom Bundesamt für Gesundheitswesen patroniert werde. Kann der Bundesrat folgende Fragen beantworten:

1. Nach welchen rechtlichen Grundlagen ist die Teilnahme an einer derartigen Aktion zulässig?
2. Wie hoch sind die Beiträge, die der Bund zur Verfügung gestellt hat?
3. Ist allenfalls vorgesehen, diese Aktion auf die ganze Schweiz auszudehnen, oder bleibt sie auf den Kanton Jura beschränkt, weil sich – wie die mit V.G. unterzeichnete Pressemitteilung anmerkt – die jurassischen Autofahrer «äusserst undiszipliniert in diesem Bereich» (Alkohol am Steuer) verhalten?

Texte de l'interpellation du 14 décembre 1990

Un communiqué de presse nous apprend que tout automobiliste jurassien qui pendant la période du 17 au 31 décembre en fera la demande, entre 22 heures et 3 heures du matin, pourra se faire reconduire chez lui par une voiture de dépannage.

Cette opération désignée sous le nom du «Nez rouge» est louable en soi puisqu'elle est destinée à restreindre les accidents de la route dus à la consommation d'alcool. Cela va peut-être encourager cette consommation, mais là n'est pas la question. Par ailleurs, selon la presse, cette action est parrainée entre autres par le Fonds suisse de la sécurité routière et l'Office fédéral de la santé publique.

Le Conseil fédéral est prié de nous informer

1. Quelles sont les bases légales permettant de participer à une telle action?
2. Quels sont les montants mis à la disposition par la Confédération?
3. Est-il prévu, le cas échéant, d'étendre cette action à tout le pays ou est-elle réservée au Canton du Jura parce que, selon le communiqué signé V.G., les automobilistes jurassiens sont particulièrement «très indisciplinés dans ce domaine» (alcool au volant)?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 27. Februar 1991

Rapport écrit du Conseil fédéral du 27 février 1991

1./2. Le financement de l'opération «Nez rouge» a été assuré, notamment, par le Fonds suisse de sécurité routière (FSR) qui a accepté de couvrir une partie des frais jusqu'à concurrence d'un montant de 30 000 francs. Le FSR est un établissement de droit public ayant la personnalité juridique dont la tâche est d'encourager et de coordonner des mesures visant à prévenir les accidents de la circulation routière. Il gère les capitaux dont il dispose et décide de leur utilisation dans des cas d'espèce conformément à la loi fédérale sur une contribution financière à la prévention des accidents de la route du 25 juin 1976 (RS 741.81)

Cette action a bénéficié également de l'appui de l'Office fédéral de la santé publique qui a versé un montant de 1500 francs. Pour ce faire, ledit office s'est fondé sur l'article 2, 2e alinéa, du règlement de la Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool du 2 mars 1981 (tiré à part du *Bulletin de l'Office fédéral de la santé publique*, Nos 32 et 33, 1981).

3. L'opération «Nez rouge» est la première du genre lancée dans le canton du Jura, à l'instar de celles menées à la satisfaction générale depuis plusieurs années déjà à l'étranger, au Québec notamment. Cette action a été accompagnée d'une campagne de sensibilisation de la population aux dangers de la conduite avec des facultés affaiblies, en particulier en raison de l'alcool. Selon les premiers résultats, la campagne a été bien accueillie et ses initiateurs n'excluent par conséquent pas de la renouveler l'année prochaine.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

90.774

Interpellation Sager

Unklarheiten über Registrierte bei der Bundespolizei

Fiches de la Police fédérale. Données contradictoires

Wortlaut der Interpellation vom 3. Oktober 1990

In den vergangenen Wochen und Monaten sind im Zusammenhang mit der Registrierung von Personen, Organisationen und Ereignissen durch die Bundespolizei einige Unklarheiten entstanden, die auch der Sonderbeauftragte für Staatsschutzakten in seinem vierten Zwischenbericht von Ende September nicht ausräumen konnte. Im Puk-Schlussbericht ist auf Seite 160 festgehalten, dass «... die wesentlichsten Erkenntnisse im Sinne einer Registratur auf einer nach Personen, Organisationen oder Ereignissen geführten Kontrollkarte (Fiche) festgehalten» seien. «Die zentrale Registratur enthält rund 900 000 Karten», schrieb die Puk weiter. Im Ergänzungsbericht ist festgehalten (S. 10): «Die Registratur umfasst Angaben über rund 900 000 Personen oder Ereignisse. Je nach Umfang der erfassten Informationen kann eine Person über eine oder mehrere Karten verfügen.»

Der Sonderbeauftragte für Staatsschutzakten bestätigte Ende September die Fichenzahl von rund 850 000. Weiter wies er darauf hin, dass 1000 Fichen durchschnittlich 2800 Karteikarten-Seiten umfassen. Da eine Karteikarte zwei Seiten umfasst,

durchschnittlich pro Fiche aber 2,8 Karteikarten-Seiten existieren, ergibt sich daraus, dass pro Person, Organisation oder Ereignis demnach durchschnittlich zwei Karteikarten bestehen müssten. Geht man davon aus, dass gemäss Puk-Bericht eine Fiche einer Karteikarte entspricht, müsste sich die Zahl der registrierten Personen, Organisationen oder Ereignisse jeweils um die Hälfte reduzieren.

Ich frage deshalb den Bundesrat an:

1. Entspricht eine Fiche einer Karteikarte?
2. Entsprechen 2,8 Karteikarten-Seiten einer Karte mit zwei vollgeschriebenen Seiten plus einer Karte mit 0,8 Seiten Inhalt?
3. Die Bundespolizei umfasst einerseits die politische und andererseits die gerichtliche Polizei. Wie viele der bei der Bundespolizei registrierten und noch lebenden Personen sind wegen eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens in die Kartei gelangt, und wie viele von ihnen sind nur wegen ihrer politischen Ausrichtung, also ohne gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren, registriert worden?

Texte de l'interpellation du 3 octobre 1990

Durant les derniers mois et semaines, les fiches établies par la police fédérale sur des personnes, des organisations et des événements ont laissé apparaître certaines zones d'ombre dont le préposé spécial au traitement des documents établis pour assurer la sécurité de l'Etat a dû rendre compte dans son quatrième rapport intermédiaire à la fin du mois de septembre. A la page 170 de son rapport final, la CEP écrit que «les principaux renseignements sont enregistrés au sujet de personnes, d'organisations ou d'événements sur des cartes de contrôle d'un fichier» (fiche). «Le fichier central contient quelque 900 000 fiches». Dans son rapport complémentaire, la CEP écrit : Le fichier «contient des renseignements concernant plus de 900 000 personnes ou portant sur des événements. Selon l'ampleur des informations recueillies, une même personne peut donner lieu à une ou plusieurs fiches». A la fin du mois de septembre, le préposé spécial confirmait l'existence de quelque 850 000 fiches. Il précisait de plus que 1000 fiches représentent en moyenne 2800 pages. Si une carte de contrôle comporte deux pages mais que l'on nous dit qu'une fiche compte en moyenne 2,8 pages, il faut admettre que deux cartes en moyenne sont établies par personne, organisation ou événement. Si l'on part du principe retenu par le rapport de la CEP, en vertu duquel une fiche de la police fédérale correspond à une carte, le nombre des personnes, organisations et événements enregistrés devrait diminuer de moitié. Je prie dès lors le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Une fiche de la police fédérale équivaut-elle à une carte de contrôle?
2. 2,8 pages de carte de contrôle équivalent-elles à une carte de deux pages pleines plus une carte de 0,8 page?
3. La police fédérale regroupe d'une part la police politique et d'autre part la police judiciaire. Quel est le nombre des personnes enregistrées par la police fédérale et encore en vie qui ont été fichées à la suite d'une enquête de police judiciaire, et combien d'entre elles n'ont-elles été fichées que du seul fait de leurs opinions politiques, en d'autres termes sans avoir fait l'objet d'une enquête de police judiciaire?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 3. Dezember 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral du 3 décembre 1990

1. Die Zahl von 850 000 Fichen betrifft die registrierten Personen, Organisationen und Ereignisse; jede dieser Fichen besteht aus einer oder mehrerer Karten.

2. Die einzelnen Karteikarten im Format A5 wurden auf der Vorderseite und Rückseite beschriftet; das bedeutet, dass im Durchschnitt das Deckblatt und 1,8 Seiten Text bestehen.

3. Die Einträge auf den Fichen beziehen sich nicht nur auf Erkenntnisse der gerichtlichen oder politischen Polizei, sondern dienen in grosser Zahl der Geschäftskontrolle. Eintragungen im Präventivbereich führen naturgemäss nicht immer zur Eröffnung eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens. Die Auszahlung der Einträge nach dem Eintragungsgrund ist bei der manuellen Führung ohne ganz unverhältnismässigen Aufwand nicht möglich.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

90.818

Interpellation Iten Kreuz und Kruzifix in der Öffentlichkeit Croix et crucifix dans les lieux publics

Wortlaut der Interpellation vom 4. Oktober 1990

Der Interpellant ist empört über den sogenannten Kruzifix-Entscheid des Bundesgerichts, wonach das Aufhängen eines Kreuzes oder Kruzifixes in öffentlichen Lokalen gegen den Verfassungssatz der konfessionellen Neutralität verstossen soll, und fragt deshalb an, ob sich jetzt nicht auch der Bundesrat veranlasst sehen müsste, die offenen Hinweise auf die christlichen Wurzeln Europas aus unserer Rechtsordnung zu verdrängen und die freie Präsentation unseres Landessymbols, des Kreuzes, einzuschränken?

Texte de l'interpellation du 4 octobre 1990

L'auteur de l'interpellation est scandalisé par l'arrêt du Tribunal fédéral concernant les crucifix suspendus aux murs des classes de la commune de Cadro, arrêt selon lequel la présence de crucifix ou de croix dans les locaux publics serait contraire au principe constitutionnel de la neutralité confessionnelle. Le Conseil fédéral ne se verrait-il pas dès lors amené à faire disparaître de notre ordre juridique toute référence directe aux racines chrétiennes de l'Europe, voire à limiter l'emploi de notre emblème national, la croix?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bürgi, Dietrich, Hess Peter, Jung, Portmann, Ruckstuhl, Segmüller, Widrig (8)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 3. Dezember 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral du 3 décembre 1990

Der Bundesrat hatte am 29. Juni 1988 die Beschwerde der Gemeinde Cadro in der fraglichen Angelegenheit gegen ein Urteil des Tessiner Verwaltungsgerichts namentlich unter Berufung auf die Gemeindeautonomie gutheissen und festgestellt, dass keine Verletzung von Artikel 27 Absatz 3 der Bundesverfassung vorliegt, wonach die öffentlichen Schulen von den Angehörigen aller Bekenntnisse ohne Beeinträchtigung ihrer Glaubens- und Gewissensfreiheit besucht werden können. Dieser Entscheid wurde an die Bundesversammlung weitergezogen, die sich für die Zuständigkeit des Bundesgerichts entschied.

Interpellation Sager Unklarheiten über Registrierte bei der Bundespolizei

Interpellation Sager Fiches de la Police fédérale. Données contradictoires

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.774
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.03.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	783-784
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 791

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.